

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2016)  
**Heft:** 4

**Vorwort:** Savoir, vouloir et pouvoir  
**Autor:** Parmelin, Guy

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Editorial

## Savoir, vouloir et pouvoir

**Guy Parmelin**

Conseiller fédéral

L'intitulé du présent éditorial ne se veut pas un plagiat du « *Savoir, c'est pouvoir* » de Francis Bacon, ni du « *Pouvoir, vouloir, savoir sont trois mots qui mènent le monde* » de Victor Hugo.

Non, je tiens simplement, pour ce premier message aux lecteurs de la *Revue militaire suisse*, à mettre en exergue quelques prémisses de notre politique de sécurité, une des tâches principales qui m'incombent comme Chef du département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports.

L'objectif de la politique de sécurité de la Suisse « *de protéger la capacité d'agir, l'autodétermination et l'intégrité du pays et de sa population ainsi que ses conditions d'existence contre les menaces et les dangers directs ou indirects, et de contribuer à la stabilité et à la paix en dehors de nos frontières* » (voir le *Rapport sur la politique de sécurité 2010*, et bientôt *2016*) représente avant tout état final recherché, une vision. Or beaucoup de mesures doivent déjà être prises en amont afin de pouvoir protéger, maintenir ou rétablir la situation actuelle.

Nous devons tout d'abord être à même de prévenir. Face aux divers dangers et menaces qui peuvent nous viser directement ou mettre en cause nos intérêts, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour ne pas nous laisser surprendre, pour anticiper risques probables et réponses envisageables, pour établir un état de préparation adéquat, pour protéger les cibles potentielles ou pour désamorcer les périls.

Cet aspect est déterminant et relève d'une volonté politique; la sagesse populaire le sait bien, qui dit que « *gouverner, c'est prévoir*. » Il y a donc lieu d'appliquer les notions de savoir et de vouloir. Savoir ce qui peut se produire, sous quelle forme, à quel moment, dans quelle ampleur, est crucial pour préparer les réponses qui s'imposent; mais il faut aussi savoir dessiner ces

M. Guy Parmelin a été élu au Conseil fédéral le 9 décembre 2015. Il est le chef du DDPS depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

ripostes et les préparer en conséquence. La condition *sine qua non* pour acquérir ce savoir est de le vouloir. Fermer les yeux et les oreilles, et croire que rien ne nous atteindra jamais, ou uniquement de la manière que nous imaginons, n'est pas responsable.

Dans ce contexte, vous ne m'empêcherez pas d'aborder le cas très concret du renseignement. C'est la clé du savoir, c'est la base indispensable à toute anticipation, c'est un pilier de la prévention, c'est le préalable à toute décision. Pour cette raison, le développement de nos services de renseignement civils et militaires – et de la loi qui leur permet de fonctionner – est indispensable pour s'orienter dans un monde toujours plus complexe et mouvant. Encore faut-il le vouloir! Refuser une modernisation de nos méthodes de renseignement, notamment en s'opposant à la nouvelle loi, c'est se priver sciemment des moyens permettant de nous prévenir des dangers et menaces contemporaines.

Nous devons aussi être en mesure de faire face. Si des dangers et menaces se concrétisent, d'une manière prévisible ou inattendue, il convient d'agir voire de se défendre pour endiguer l'agression de la nature ou des hommes, pour la repousser, dans tous les cas pour protéger notre pays et sa population.

Vouloir est une évidence même dans ce cas-là, ou pour le moins un préalable. Encore faut-il pouvoir et savoir le faire. Les dangers et menaces qui peuvent nous toucher sont toujours plus larges et intégrées. Des réponses sur mesure, des solutions de circonstance doivent donc être élaborées pour être au bon moment, au bon endroit, avec les bons moyens, afin de réussir à vaincre, ou au moins à contenir.

J'aborderai donc ici aussi un cas concret: celui du Développement de l'armée, le DEVA. Il va précisément dans ce sens, vers une amélioration des aptitudes à fournir des réponses plus flexibles. Donnons à notre armée – et



donc à cet instrument important de notre politique de sécurité – des moyens et des structures pour augmenter significativement sa disponibilité, pour renforcer ses capacités et pour consolider son instruction. Le savoir-faire est un préalable au pouvoir-faire. Refuser ce développement, c'est laisser notre instrument de défense dans un *status quo* qui débouchera tôt ou tard sur une sclérose des capacités de notre armée. Là aussi, ne pas vouloir une adaptation du pouvoir, c'est se priver sciemment d'une plus grande flexibilité dans nos capacités de réponse aux défis d'un environnement sécuritaire toujours plus complexe.

Nous devons finalement être capables de maîtriser. Il s'agit de contenir les événements résultant de la catastrophe, de la crise ou du conflit, d'éviter des pertes ou des dégâts supplémentaires, de reprendre l'initiative et de rétablir aussi vite et complètement que possible la situation antérieure, voire même de l'améliorer.

Se redresser après avoir encaissé le choc est essentiellement une question de vouloir. Mais le vouloir seul ne suffit pas si l'on ne dispose pas du savoir-faire et du pouvoir-faire. Rétablir une situation se prépare, cela fait partie de la prévention et de la notion de résilience. Comme il n'est pas possible de tout anticiper, il faut éviter l'improvisation et donc fixer des priorités, même si celles-ci peuvent paraître à première vue sévères ou partiales.

Je tirerai ma conclusion en quelques points: notre sécurité collective a de la valeur, c'est incontestable. Mais elle a aussi un prix, et celui-ci s'appelle vouloir: vouloir savoir, vouloir pouvoir, vouloir faire. Cela nécessite un engagement à tous les niveaux, politiques, gouvernementaux et citoyens – ce qui est fondamental dans notre principe de milice – pour déclencher le savoir et le pouvoir.

Le pire qui puisse nous arriver face à un cas de catastrophe, de crise ou de conflit serait de devoir reconnaître que « *on aurait bien voulu, mais l'on n'a pas pu; on n'a pas pu parce que l'on n'a pas su; et l'on n'a pas su parce qu'on n'a pas voulu.* »

Il y a donc encore beaucoup à faire ensemble, à vouloir faire ensemble. Et dans ce sens, pour reprendre le fil de mes citations initiales, je préférerais m'approprier le « *Savoir pour prévoir, afin de pouvoir* » du philosophe français Auguste Comte et y rajouter: « *Et le vouloir.* »

G. P.

## La Colonne du chef de l'Armée

Chers cadres,  
Chères lectrices, chers lecteurs,

L'EPFZ a publié le mois dernier les résultats de son étude annuelle sur la sécurité. Ils sont particulièrement réjouissants: 84 % (2015: 80 %) des personnes interrogées estiment que notre pays a besoin de l'armée. Depuis plus de 20 ans, le soutien de la population à l'armée n'a jamais été aussi fort.

De surcroît, 78 % (2015: 73 %) des citoyens considèrent que la Suisse doit conserver le niveau d'instruction élevé de son armée. En parallèle, 31 % de la population seulement se déclare en faveur d'une réduction des budgets militaires. Cette valeur est la plus basse enregistrée depuis le début de l'étude.

Il serait toutefois hâtif de considérer ces résultats comme une victoire. Ils sont avant tout le reflet de préoccupations générées par la dégradation de la situation en matière de sécurité au niveau international et montrent que la population a conscience de l'importance de nos missions. L'an dernier, Europol a identifié 211 projets terroristes en Europe. Tous n'ont malheureusement pu être déjoués; les attentats de Paris et de Bruxelles sont encore dans toutes les mémoires. Il m'apparaît donc important que nous accomplissions en tout temps nos tâches de manière fiable et crédible afin que la population puisse avoir toujours confiance en l'armée.

L'étude sur la sécurité a également révélé cette information qui corrobore ce qui précède: depuis huit ans, les citoyens suisses se déclarent chaque année davantage satisfaits des prestations de l'armée. Voilà une belle reconnaissance du principe de milice que je salue. Recevez toutes mes félicitations et mes remerciements.

Si l'évolution de la situation devait nécessiter que nous venions appuyer les autorités civiles – par exemple aux frontières –, notre engagement serait sans faille.

Je sais que notre population peut compter sur l'armée de milice. Je vous souhaite à tous un bel été, qui soit aussi calme que possible sur le plan de la sécurité. A ceux qui accompliront leurs obligations militaires à cette période, je souhaite des moments riches en expériences et de bonnes vacances avant ou après leur service.

Cdt C André Blattmann  
Chef de l'Armée

